

Et si le développement agricole passait par les agriculteurs ?

par Michel MOLLARD, administrateur de Sol et civilisation et ancien directeur de FERT

Les projecteurs de l'actualité actionnés par les médias se focalisent sur les crises successives sans pour autant que la sortie de leur champ soit le signe d'une résolution. Ainsi en est-il de la dénommée crise alimentaire qui a rempli nombre de colonnes et suscité maints colloques au cours de l'année 2007. Grâce à la Banque Mondiale qui s'en était désintéressée durant 25 ans, une partie de la planète a redécouvert les vertus nourricières de l'agriculture qui subitement a mérité de se trouver pour quelques mois au premier rang des préoccupations des grandes institutions de ce monde.

Le reste de la planète, bien entendu, et en particulier les quelques 2,5 milliards d'hommes, femmes et enfants vivant de l'agriculture ne l'ont jamais oublié, confrontés en permanence à l'ajustement difficile entre le caractère aléatoire de leurs productions et la couverture de leurs besoins fondamentaux.

Ainsi quelques disfonctionnements conjoncturels des marchés, consécutifs notamment à des accidents climatiques synchrones entre diverses régions du monde, associés à l'effet de surprise lié à l'irruption de nouveaux opérateurs producteurs de biocarburants ayant une incidence directe ou indirecte sur ces mêmes marchés, ont eu pour conséquence une élévation des prix des produits alimentaires de base qui a réactivé une prise de conscience de la fragilité à laquelle est exposée l'humanité face à son besoin vital le plus fondamental qu'est l'alimentation.

Bien entendu les pays en développement (PED) généralement déficitaires à des degrés divers en produits alimentaires, se trouvent être les plus affectés par ces variations brutales des marchés en dépit des affirmations péremptoires prescrivant pour ces pays une pleine exposition aux règles du commerce mondial telles qu'elles sont instituées et considérées comme bénéfiques y compris aux pays les plus pauvres.

Ainsi, et ce peut être un effet positif de la crise, se trouve à nouveau validée par ces pays la

recherche d'un meilleur auto-approvisionnement alimentaire par le développement de leurs propres productions agricoles.

Cette orientation se trouve par ailleurs renforcée par l'intérêt territorial, économique et social que présente le secteur agricole et alimentaire pour nombre de ces pays confrontés à un exode rural générateur à la fois de dépérissement territorial et de concentrations urbaines sources de pauvreté et de violences.

Au-delà des indispensables dispositions d'urgence permettant un soulagement temporaire des situations les plus critiques, la plupart des grandes institutions, ainsi interpellées, ont alors rivalisé d'engagements indéfectibles sur des mesures adéquates pour favoriser le développement de l'agriculture des PED. Force est de constater toutefois que l'on ne note guère de novation dans les propositions par rapport aux pratiques antérieures. L'amélioration du fonctionnement des marchés et des filières, le renforcement de la performance des organisations de producteurs, l'élargissement de l'accès des agriculteurs à des services financiers prônés par la Banque Mondiale, sont certes des objectifs partiels indispensables, mais ils n'ont pas le mérite de la nouveauté et on ne voit pas apparaître d'interrogation sur le fait que, déjà envisagés antérieurement ils n'ont pas été atteints jusqu'alors. De la même manière l'unanimité ou presque s'établit sur la nécessaire augmentation des ressources apportées au développement, sans que la question soit posée de l'efficacité des financements antérieurs.

Serons-nous plus efficaces demain que nous l'avons été hier pour promouvoir le développement agricole dans les PED, alors que nous ne nous interrogeons pas sur la pertinence des méthodes employées ? La culture fondée sur la primauté de l'expertise, de la technique et des financements, continue de caractériser les prescripteurs de l'action pour le développement. Cette culture est si forte que même lorsque la dimension humaine du développement affleure dans les raisonnements et parvient à dépasser

les seuls discours pour être prise en compte dans les actions, celles-ci continuent d'être conçues de manière « techniciste ». Il n'est que d'en prendre pour preuve la façon dont sont trop souvent envisagés la création et le développement des organisations de producteurs qui laissent transparaître une conception davantage utilitaire à l'usage des prescripteurs ou bailleurs de fonds, que visant à la construction progressive et durable des structures portées et animées par leurs membres et auxquels elles apportent de réels services. C'est bien sur cette « dimension humaine » du développement qu'il y a lieu de s'interroger pour évaluer la pertinence des méthodes mises en œuvre et, le cas échéant, en rechercher les corrections. S'agissant du développement de l'agriculture, c'est l'agriculteur qui en constitue la cellule de base. Cet agriculteur, où qu'il se trouve, est un agent économique qui prend le risque de combiner des facteurs de production en vue d'en obtenir un revenu, que celui-ci soit en nature pour l'autoconsommation ou monétarisé par la mise sur le marché des produits de culture ou d'élevage.



L'agriculteur a donc la qualité d'entrepreneur dont la liberté de décision et le revenu sont la contrepartie du risque assumé. Ainsi le développement de l'agriculture d'un pays ne sera pas le fruit d'une obéissance aux injonctions de l'État - « les agriculteurs doivent participer au développement du pays » - mais la résultante de l'activité des agriculteurs, libres entrepreneurs. Le résultat sera d'autant meilleur que la performance de chaque agriculteur sera élevée.

Or dans l'exercice de son métier, l'agriculteur est doublement dépendant de son environnement :

- pour accéder aux facteurs de production qui lui sont nécessaires : terre, semences, animaux reproducteurs, engrais, produits de traitement des cultures et des animaux, matériel, financement, techniques
- pour tirer le meilleur profit de la partie de la production qu'il livre au marché : débouchés, organisation des marchés, etc.

Où qu'il se trouve, la performance de l'agriculteur et en particulier son aptitude à approvisionner le marché en quantité suffisante,

dépendra étroitement de la qualité de cet environnement. Cela conduit à reconsidérer radicalement la cible prioritaire des actions et des politiques tendant à promouvoir le développement agricole.

Il ne s'agit pas en effet de faire du paysan l'objet de multiples interventions dont la terminologie traduit d'ailleurs le caractère oppressant : encadrement, paysan cible, appuyer les paysans, groupes de contact (après le paysan de contact), etc. Il s'agit, bien au contraire, de créer les conditions d'environnement qui permettent au paysan sujet de sa propre action, d'exercer son métier en pleine responsabilité et avec la meilleure efficacité technique et économique.

Par ailleurs, l'activité agricole étant systémique, c'est simultanément que ces conditions d'environnement doivent être réunies sous peine de voir ruinée l'utilité de celles qui le sont sans que les autres le soient.

A quoi sert en effet un crédit de campagne ou un conseil de fertilisation si les engrais ne sont pas disponibles ou le deviennent trop tard par rapport au cycle de culture ?

Force est de constater que ces conditions d'environnement sont très rarement réunies de manière satisfaisante et qu'il s'agit là, avec l'insécurité foncière, du principal frein à l'essor de l'agriculture des pays en développement.

Or, si les États ne sont pas parvenus à créer par les moyens de l'administration cet environnement favorable, il ne semble pas que l'on puisse compter pour autant, de manière exclusive, sur les opérateurs privés pour fournir aux paysans l'ensemble des services dont ils ont besoin dans des conditions de qualité et de coût acceptables. La logique d'entreprise conduira nécessairement à privilégier les services offrant à l'opérateur le meilleur profit et à négliger ceux dont la mise en œuvre est plus aléatoire et moins rémunératrice.

Cette situation, qui prévaut encore aujourd'hui dans les pays en développement, n'est pas nouvelle, elle a été vécue par les agriculteurs de nombreux pays ayant réussi à développer leur agriculture. Ces derniers ont montré par le passé qu'en s'engageant eux-mêmes dans la

prise en charge de fonctions qui leur sont nécessaires ou en étant présents dans les lieux de décisions stratégiques les concernant, ils étaient capables de peser sur une évolution favorable de leur environnement.

Compte tenu de la dispersion naturelle des agriculteurs et de leur faible poids unitaire, cet objectif passe nécessairement par la création d'organisations de producteurs, fondées sur les principes du mutualisme et du coopérativisme. Ceux-ci ont montré dans l'histoire leur capacité à générer des entreprises n'ayant rien à envier à d'autres systèmes quant à leur efficacité économique.

Une des conditions d'efficacité de ces organisations est qu'elles répondent à un objectif bien identifié de service aux paysans : collecte et mise en marché des produits, approvisionnement en intrants, achat et utilisation du matériel, crédit, formation, élaboration des références, conseil technique, etc.

Cette condition, associée à la diversité des fonctions à satisfaire, postule, nonobstant les principes de base évoqués plus haut, la diversité des organisations sur les plans juridiques, financiers, organisation et fonctionnement, périmètre d'action, etc.

La construction de telles organisations doit avoir pour finalité la capacité à apporter de manière durable des services de qualité adaptés aux besoins de leurs membres. Cet objectif conduit à rechercher pour ces organisations aussi rapidement que possible la viabilité économique et la capacité de gestion autonome par leurs membres. Ces deux critères doivent sous-tendre en permanence les efforts qui sont consentis pour donner naissance et faire grandir de telles organisations.

Les enseignements de nombreuses actions de coopération agricole orientées vers l'accompagnement de mouvements d'organisation des agriculteurs montrent leur grande capacité à se mobiliser pour assumer leurs responsabilités dès lors qu'ils disposent d'un espace pour s'exprimer et agir, mais aussi le long cheminement

nécessaire à l'évolution des esprits et à l'atteinte d'un niveau de viabilité satisfaisant. Celui-ci sera d'autant mieux et vite atteint que l'organisation saura ne pas tomber dans le piège de l'incantation stérile limitée à l'idéologie, pour se concentrer de manière professionnelle à la fourniture de services concrets et efficaces à ses membres.

Ainsi si la recherche d'un développement significatif des économies agricoles de nombreux pays nécessite la mobilisation de moyens financiers accrus, elle requiert prioritairement une remise en cause des méthodes mises en œuvre jusqu'alors en vue d'une meilleure efficacité des moyens mobilisés.

Cette révision méthodologique devrait se fonder sur une considération fondamentale : le développement agricole ne peut qu'être le fruit d'une dynamique humaine, celle des agriculteurs. Cette assertion induit un ensemble de conséquences touchant à la fois le mode d'action sur le terrain à travers les rapports techniciens/agriculteurs, la conception des projets de coopération dans la définition des objectifs, rapports acteurs/prescripteurs, la durée, la continuité, etc.

Cet effort requiert l'humilité de reconnaître la faiblesse des résultats antérieurs et la modestie de prendre en compte des expériences réussies. C'est à ce prix que pourrait être donnée une substance concrète aux déclarations d'intention à caractère toujours très général.

FERT est une association de coopération internationale créée en 1981 par des responsables d'organisations professionnelles céréalières françaises préoccupés par les problèmes agroalimentaires des pays en développement. FERT conduit dans plus de 10 pays une vingtaine d'actions de terrain dans des secteurs d'activités les plus divers : financement de l'agriculture, organisation des filières, services aux agriculteurs et représentations professionnelles des producteurs. FERT est par ailleurs membre de l'association Sol et Civilisation.

Pour en savoir plus : www.fert.fr